Document généré le 26 sept. 2024 03:36

Québec français

Subvention discrétionnaire annuelle
Refus du ministre de l'Éducation

Aurélien Boivin

Numéro 141, printemps 2006

URI : https://id.erudit.org/iderudit/50220ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (imprimé)
1923-5119 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Boivin, A. (2006). Subvention discrétionnaire annuelle : refus du ministre de l'Éducation. *Québec français*, (141), 1–1.

Tous droits réservés © Les Publications Québec français, 2006

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Subvention discrétionnaire annuelle

Refus du ministre de l'Éducation

Le ministre de l'Éducation, des Loisirs et du Sport du Québec a refusé de subventionner la revue *Québec français*, une subvention annuelle de 5 000 $, prise à même son budget discrétionnaire. Il a ainsi rompu avec ses prédécesseurs qui, depuis 1982, ont accepté d'apporter leur modeste appui à la revue, qui, à chaque numéro, publie un volumineux dossier pédagogique, portant sur divers sujets reliés à l'éducation et à l'enseignement du français, tels la grammaire, l'orthographe, la lecture, le texte explicatif, le lexique, les nouvelles technologies, les compétences transversales, et que sais-je encore ? Autant de sujets destinés à aider les enseignants et enseignantes des divers ordres d'enseignement, souvent oubliés par les grands stratèges du Ministère qui ne se préoccupent guère de la formation de leurs commettants. Ce travail, la revue *Québec français*, grâce à l'engagement des membres de son collectif, le fait généreusement et bénévolement, dans l'unique but de suppléer aux manquements du Ministère, comme le fait aussi l'Association québécoise des professeurs de français (AQPF), qui, elle aussi, n'a pas trouvé grâce aux yeux du ministre et du Ministère puisqu'elle n'a pas non plus obtenu, cette année, sa subvention dite de fonctionnement. Et l'AQPF, bien secondée par la revue *Québec français*, se prépare fébrilement à recevoir à Québec en 2008 le congrès mondial de la Fédération internationale des professeurs de français !

Voilà qui est pour le moins surprenant, pour ne pas employer un terme plus fort, surtout que ce même Ministère était prêt à subventionner les écoles privées juives et combien d'autres activités qui sont loin de rendre les services que rendent la revue *Québec français* et l'AQPF, surtout dans le contexte de la réforme. Ce n'est pas en changeant le nom de cette réforme que le Ministère apporte véritablement de l'aide aux enseignants et enseignantes du préscolaire, du primaire et du secondaire. Et je ne parle pas des cégeps et des universités qui sont sous-financés. Sans la revue *Québec français* et sans l'AQPF, les enseignantes et enseignantes du Québec seraient quelque peu démunis. Car c'est vraiment *Québec français* et l'AQPF qui, par leurs actions, des dossiers pédagogiques étoffés et à la fine pointe des plus récentes recherches, dans le cas de la revue, de très nombreuses activités destinées à venir en aide aux professeurs de français du Québec, dans le cas de l'Association, ont apporté compétence et réconfort aux maîtres. Et les deux méritent une oreille plus attentive de la part du ministre de l'Éducation, car les deux doivent être considérés comme des partenaires importants du MELS dans le contexte que nous connaissons.

Aussi souhaitons-nous que le ministre, qui ne connaît visiblement pas l'importance et de la revue et de l'AQPF, revienne sur sa décision et appuie concrètement les deux demandes de subvention qui lui ont été adressées. Ce geste sera alors perçu comme un signe d'encouragement à l'action que mènent et la revue et l'AQPF pour aider les enseignants et enseignantes du Québec, à les mieux renseigner, à les mieux appuyer dans leurs actions, tout en les soutenant dans ce que l'on appelle la formation continue.

Aurélien Boivin
directeur

Aurélien Boivin

> > > MISE AU POINT

Les 35 ans de *Québec français*

L'éditorial que j'ai signé dans le dernier numéro (hiver 2006) de la revue voulait souligner les 35 années de parution de notre périodique, qui, contre vents et marées, malgré l'absence de soutien des organismes subventionnaires, a réussi, comme dirait Louis Hémon, à persister et à se maintenir. Cet éditorial ne se voulait pas une histoire de la revue, qui fut pendant longtemps l'organe de l'AQPF. J'ai évoqué les débuts de *Québec français*, dont le premier numéro a bel et bien été le *Livre noir*, livre auquel j'ai collaboré avec d'autres. *Québec français* fut d'abord un journal, codirigé par Gilles Dorion et Maurice Arguin, à partir du numéro 2. C'est à l'instigation de Christian Vandendorpe, qui en sera le premier directeur, que ce journal s'est transformé en revue à compter du numéro 13, daté de janvier 1974, et non décembre 1974, comme je l'ai écrit par erreur. Je n'ai jamais voulu me donner de l'importance en m'associant à la fondation de *Québec français*, ni en enlever à ceux qui, avant moi, ont travaillé à cette revue. Si j'ai pu froisser des gens avec mon éditorial, je m'en excuse sincèrement. Et que les deux directeurs qui me séparent du professeur Vandendorpe, Gilles Dorion et Roger Chamberland, reposent en paix !

AB